

PRÉFACE

Au plus fort de la guerre froide, la maîtrise des armements était au cœur d'une âpre controverse, mais peu de personnes doutaient de son importance. Aujourd'hui, plus d'une décennie après la fin de la guerre froide, elle est toujours très contestée, mais les divergences ne font plus les gros titres et nombreux sont ceux qui se demandent si la façon de les résoudre importe vraiment.

L'explication la plus évidente est celle-ci : aujourd'hui, peu de gens, à l'Est, à l'Ouest, au Nord comme au Sud, craignent que n'éclate un jour une guerre nucléaire ou même un conflit catastrophique non nucléaire comme ceux de la première moitié du xx^e siècle. Cette absence de crainte est, dans une large mesure, justifiée.

Les principaux pays d'Europe et d'Amérique du Nord ont noué des relations, conclu des accords et établi des institutions qui écartent réellement le risque de recours à la guerre comme instrument de politique nationale. Même si les problèmes entre États ou à l'intérieur des pays ne sont pas tous résolus, le risque de violences à grande échelle a été repoussé. Ce contexte de paix est étayé par de nombreux accords de maîtrise des armements, négociés pendant et après la guerre froide, qui garantissent une sécurité fondamentale dans la région souvent décrite comme allant de Vancouver à Vladivostok.

Malheureusement, la situation est loin d'être aussi encourageante dans le reste du monde. Les nations en développement ne possèdent certes pas les ressources dont disposaient les adversaires qui s'affrontèrent pendant la guerre froide ; le risque d'une guerre mondiale découlant d'un différend en dehors de l'Europe est donc extrêmement faible. Cela ne signifie pas pour autant que les souffrances humaines dues, aujourd'hui ou au cours des prochaines décennies, à des conflits dans les régions en développement sont négligeables. À la différence de l'Europe, les institutions chargées de régler – au niveau national, régional ou mondial – les violences internes ou interétatiques sont insuffisantes. Quant à celles qui se mettent en place, elles ne bénéficient pas des bases de maîtrise des armements que la guerre froide, malgré tous ses méfaits, avait léguées à l'Europe.

Des dangers persistent au Nord. Les accords conclus à la fin de la guerre froide étaient des accords de « maîtrise des armements » et non de

« désarmement ». Il reste donc d'énormes stocks nucléaires, surtout aux États-Unis d'Amérique et en Fédération de Russie, extrêmement dangereux pour les pays qui les possèdent comme pour les autres. Si les armes chimiques et biologiques sont largement interdites, elles n'ont pas été éradiquées et un certain nombre de pays disposent encore d'importantes capacités militaires classiques, en particulier les États-Unis.

Dans de telles circonstances, dénigrer l'importance de la maîtrise des armements est plus que regrettable, c'est dangereux. Les armes de destruction massive sont loin d'avoir été éliminées ; elles prolifèrent et le recours ou la menace de recourir à la guerre reste une réalité dans de nombreuses parties du monde, au mépris de la Charte des Nations Unies.

Les responsables politiques peuvent suivre deux voies pour établir des structures mondiales qui permettront aux gens, partout dans le monde, d'être autant en sécurité que le sont la plupart des Européens aujourd'hui. La première consiste à régler les différends politiques comme, par exemple, le problème du Moyen-Orient. Cette voie doit être, à juste titre, privilégiée.

Il existe une deuxième possibilité – celle d'accords de maîtrise des armements conduisant ensuite au désarmement –, mais elle n'a pas été correctement envisagée. Il faut qu'à long terme elle le soit, car les accords politiques ne seront pas stables indéfiniment si les parties restent armées. Ajoutons qu'à court terme, comme les événements des années 60 et 70 entre l'Est et l'Ouest l'ont démontré, la négociation de la maîtrise des armements peut renforcer la confiance et le respect mutuel, même en cas de divergences politiques profondes.

Il ne faut pas penser que la maîtrise des armements ne convient qu'aux pays du Nord, ni écarter les accords particuliers conclus entre les grandes puissances au motif qu'ils sont inapplicables à d'autres parties du monde. En fait, parmi les premiers accords de maîtrise des armements et les premières mesures de confiance adoptés lors de la guerre froide, certains furent conçus à l'extérieur de l'Europe, notamment au Moyen-Orient. En ce sens, la maîtrise des armements peut s'appliquer à toute situation de conflit militaire. Même des pays adversaires n'ayant aucun intérêt politique, économique ni même social en commun partagent au moins la nécessité de garantir leur sécurité, ce qui implique le plus souvent une capacité d'intervention militaire. Dans de telles situations, la négociation d'accords de maîtrise des armements et de mesures de confiance est une occasion importante, peut-être unique, de favoriser les échanges et de réduire les tensions incitant à acquérir toujours plus d'armes coûteuses.

Comme pour tous les accords internationaux, « le diable est dans les détails » ; il est donc important pour les professionnels comme pour les étudiants en diplomatie de maîtriser les arcanes de la maîtrise des armements. Un bon accord peut faire beaucoup pour améliorer des relations en favorisant la prévisibilité et la transparence, mais un accord mal négocié, qui suscite récriminations et n'est pas respecté, peut très vite entamer la confiance qu'il était censé instaurer.

La maîtrise des armements dispose de sa propre terminologie ; ce vocabulaire peut être difficile à saisir pour qui ne connaît pas le contexte historique dans lequel les différents accords ont été négociés. Il est encore plus difficile de maîtriser ce sujet hermétique quand plusieurs langues sont impliquées. La nécessité d'un ouvrage global permettant de mieux comprendre la maîtrise des armements se fait donc fortement sentir.

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), avec le soutien du Département d'État américain, entend répondre à ce besoin. Ce lexique a été conçu en vue de faciliter le dialogue sur la maîtrise des armements, en particulier entre les pays du Moyen-Orient. Cet ouvrage, qui contient des définitions claires et précises des termes de la maîtrise des armements et les situe dans leur contexte historique, est un instrument utile. Le fait de s'entendre sur le vocabulaire et sur les objectifs au niveau régional et mondial ne peut que favoriser les discussions préliminaires engagées et les négociations officielles indispensables pour aboutir un jour à des accords.

James Leonard
Ancien ambassadeur